



attac

Le Courriel d'information

n° 173 – Mardi 03 octobre 2000.

BRUTALITES

Dans ce numéro

- 1- Marche mondiale des femmes de l'an 2000
- 2- D'une épargne terroriste à une épargne solidaire
- 3- Tribunal argentin sur la dette
- 4- Afrique
- 5- Les recettes du Fonds Monétaire International
- 6- Appel de Prague
- 7- Tortures et violences à Prague.
- 8- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

- 1- *Marche mondiale des femmes de l'an 2000. Voici le programme des différentes manifestations qui vont avoir lieu dans une petite quinzaine de jours.*
- 2- *D'une épargne terroriste à une épargne solidaire. Une analyse de la brutalité des changements dans la « qualité » de nos sociétés.*
- 3- *Tribunal argentin sur la dette. La brutalité de la crise de la dette n'est plus à démontrer. Un tribunal « populaire » s'est mis en place en Argentine.*
- 4- *Afrique. Quelques nouvelles en provenance de ce continent.*
- 5- *Les recettes du FMI. Au travers de quelques cas emblématiques, une analyse des ajustements structurels et de leur incidence sur les pays auxquels ils s'appliquent.*
- 6- *Appel de Prague. Lors des manifestations diverses réunions ont permis des rencontres et des échanges entre organisations. Voici le texte d'un appel commun.*
- 7- *Tortures et violences à Prague. Plusieurs centaines de manifestants ont été arrêtés et sont détenus dans des conditions déplorable. Un seul mot résume la situation : brutalités. Vous pouvez agir pour leur démontrer notre solidarité ainsi que défendre de certaines idées : démocratie et respect de la personne humaine.*

Marche mondiale des femmes de l'an 2000

Paris - Bruxelles - New-York !

Plus que jamais, les femmes du monde entier sont décidées à agir solidairement pour éliminer la pauvreté et les violences faites aux femmes. Cette solidarité s'exprime pendant toute cette année 2000 à travers la Marche mondiale des femmes, une mobilisation planétaire qui inscrit une page dans l'histoire du mouvement des femmes, un vaste projet auquel participent plus de 5 000 groupes dans 157 pays et territoires. La «Coordination française pour la Marche mondiale des femmes», après avoir fait marcher 10 000 personnes dans Paris le 17 juin, prépare

maintenant le rendez-vous européen du 14 octobre à Bruxelles, ainsi que le rendez-vous mondial du 17 octobre à New-York.

Bruxelles le 14 octobre - La Marche européenne

Cette marche européenne sera précédée de marches trans-frontalières qui partiront de cinq points frontières de la Belgique à partir du 9 octobre ; pour la France, elles partiront de Oignies dans le Pas de Calais et Mouscron près de Strasbourg. Ces marches arriveront le 14 octobre à Bruxelles où les coordinations de toute l'Europe défilent sous leurs banderoles nationales. Une délégation sera reçue par Romano Prodi, président de la commission européenne.



attac

Le programme de la Marche européenne :
10h : accueil au Parc du Cinquantaire
11h : départ de la marche du Parc du Cinquantaire- Rond Point Schumann – rue de la loi - Place Jourdan - Parc du Cinquantaire
13h à 17h : Parc du Cinquantaire : un grand chapiteau et de nombreuses petites tentes avec : présentation des revendications - animations (fanfares, théâtre, chorales, groupes musicaux...) - restauration, animation pour les enfants
19h-3h du mat : Festival de musique de femmes
Dans la ville, un programme spécial dans les cinémas, bars, restaurants, lieux culturels...
Comment y aller

La Coordination Française pour la Marche mondiale des Femmes organise un train spécial Paris/Bruxelles. Il partira vers 8h30 et rentrera vers 22h gare du Nord. Le prix Aller et Retour est de 250 F.

Pour vous inscrire :

Envoyez vos chèques à l'ordre de la Coordination et à son adresse : 104 rue des Couronnes 75020 Paris avec vos coordonnées pour vous renvoyer ensuite billets et horaires exactes.

Pour ce qui concerne les villes qui ne passent pas par Paris, des Collectifs existent dans toutes les régions, appelez la Coordination pour avoir leurs coordonnées 01 44 62 12 33.

New-York le 17 octobre - La marche mondiale

Le dimanche 15 octobre aura lieu la marche nationale américaine à Washington qui passera devant la Banque mondiale (BM) et le Fond monétaire international (F.M.I.). Ce même jour, des représentantes internationales de la Marche mondiale des femmes rencontreront le Directeur du F.M.I, Horst Köhler, et seront reçues par un représentant de la Banque mondiale. Le rassemblement mondial de la Marche se tiendra à New York le 17 octobre. Des femmes du monde entier y manifesteront afin de faire entendre leurs revendications et de célébrer leur solidarité. A cette occasion, la délégation internationale de la Marche mondiale des femmes, formée d'environ 200 femmes de toutes les régions du monde, rencontrera le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. La France sera représentée par Suzy Rotjman membre du Comité de liaison international et de Nelly Martin, déléguée par la réunion nationale de la Coordination française des 9 et 10 septembre 2000. Lors de ce rassemblement, les millions de signatures recueillies pour appuyer les revendications de la Marche mondiale seront déposées devant l'ONU.

Les femmes du monde exigent de l'ONU et de ses États membres des mesures concrètes pour éliminer la pauvreté et assurer un partage équitable de la richesse mondiale, et pour éliminer la violence faite aux femmes et assurer l'égalité entre les femmes et les hommes.

D'une épargne terroriste à une épargne solidaire

D'une épargne terroriste à une épargne solidaire : gérer l'impact de la mondialisation.

Il est beaucoup question de terreur dans les journaux. Extrémistes religieux, nationalistes sectaires, guerres civiles impitoyables sèment peur et insécurité. Chacun peut se sentir en danger, à la merci d'une action terroriste déclenchée au nom de causes plus ou moins fumeuses qui cachent mal être, humiliation, incapacité de trouver espoir et sens dans le monde.

Ceci dit, la plus grande déstabilisation mondiale depuis des années est perpétrée, non par des barbus illuminés, mais par de très « civilisés » opérateurs des marchés financiers. Derrière ce qu'on a appelé pudiquement la crise financière sud asiatique, puis japonaise, ensuite chinoise, russe et sud-américaine, ce sont des millions de vies broyées du soir au lendemain dont il s'agit. Des salariés jetés dans un chômage sans protection, des poches de disette apparaissant là où les ayatollahs de la pensée unique chantaient les prouesses des « Dragons », une spirale désespérante « comparable à celle qu'avait connue le monde en 1930 » voilà les décombres causés par les « attaques sur les marchés financiers ». Mais qui sont ces « terroristes » qui dévastent des pans entiers de la planète? Ils prennent pour la presse la figure de spéculateurs mondiaux. Cette analyse reste un peu courte. Tout acte « terroriste » renvoie à l'angoisse et à la peur du milieu qui l'engendre. La force de nuisance des grands opérateurs mondiaux est faite de la capitalisation de nos terreurs personnelles de perdre notre épargne. Le libéralisme triomphant a décidé de confier, non plus au lien social géré politiquement, mais à l'épargne, le traitement de notre peur de l'avenir et plus particulièrement de notre angoisse de vieillir à travers les fonds de pension. Il serait donc trop facile de nous défausser sur de vilains spéculateurs internationaux, comme si nos étions indemnes des pulsions qui engendrent leurs comportements « terroristes ». Gagner par l'épargne le plus, le plus vite et le plus sûrement possibles quels que soient les sinistres



attac

économiques et sociaux produits : tel est le credo engendré par notre peur. Voilà pourquoi, il appartient à chacun de reconquérir sa citoyenneté dans ce domaine de la gestion des flux financiers.

Les élites de la pensée unique voient de salut à ces crises dans la consommation monétarisée d'objets. Cependant, la rotation des choses restant encore liée à la pesanteur matérielle des objets, les marchés se livrent de plus en plus au commerce d'argent, rendu d'autant plus aisé qu'il a définitivement rompu tout lien avec la matière. Lorsque le 15 août 1971, Richard Nixon décide la suspension de la convertibilité du dollar en or, le commerce pouvait larguer ses dernières amarres avec quelque réalité que ce soit. Dès lors, l'échange, privé de qualité de signe de relation entre les hommes et le commerce des choses pouvait enfin habiter l'univers de la spéculation. Et les experts nous expliquent qu'il s'échange par jour 50 à 100 fois plus de signes monétaires que de "choses" dans le "temps réel" des réseaux informatiques mondiaux. Celui qui s'enrichit aujourd'hui ne l'est certainement plus de culture ou d'amour relégués dans le dérisoire, il l'est de moins en moins dans la fabrication des choses fût-ce au prix de l'exploitation des hommes, il l'est dans la "spéculation", c'est à dire, selon l'étymologie du mot, dans la "contemplation", la fascination, la reproduction et la liturgie spéculaire du symbole monétaire. Mes vieux maîtres nommaient cette fascination "idolâtrie" et m'expliquaient que le signe infaillible de l'idole c'est qu'elle rend "bête", c'est à dire qu'elle stérilise toute pensée, et qu'elle rend "méchant", c'est à dire qu'elle sacrifie tout l'humain à sa contemplation spéculaire.

Il en est de même d'ailleurs de l'histoire des systèmes de pensée qui s'inaugure dans l'échange (la première oeuvre philosophique de l'Occident a pris la forme des "Dialogues " de Platon) et finit dans la spéculation des scolastiques où la pensée, loin de servir l'échange humain, devient à elle même sa propre finalité dans une variété infinie de procédures, de jeux et de constructions.

La mondialisation et la financiarisation du monde ont réduit nos chefs de gouvernement au statut de sous-préfets d'arrondissement de l'univers et nos élites, à peine remises de leur gueule de bois des lendemains qui n'ont pas chanté, en hérauts d'un "marché" qui n'est qu'un supermarché sans régulation. Nos responsables politiques, devant des flux mondiaux qu'ils commentent à défaut de les gérer, se livrent à

l'exercice immortalisé par la phrase fameuse de Cocteau dans Les Mariés de la Tour Eiffel: "ces mystères nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs". Déréalisation du politique et de l'économique au nom des jeux monétaires posés comme la raison ultime du monde et la religion de son destin: voilà ce qui nous est proposé comme évidence de l'échange humain. Ce que nous avons appelé productivité a consisté à séparer au maximum ce que le marché au sens de Braudel, reliait, à savoir l'échange humain et le commerce des choses. Des métiers fuyant dans une pureté janséniste de "l'économique" juxtaposés à du "social" en quête d'une impossible identité ont en commun un appauvrissement humain généralisé. Tels sont les résultats de nos « spéculations ».

C'est pourquoi on ne saurait être trop attentifs à tous les efforts qui tentent d'échapper à cette schizophrénie économique-sociale qui se donne pour la vérité du monde. Il convient pour cela de lutter sur deux fronts, au niveau mondial et au niveau local. La reconquête par les citoyens du pouvoir politique sur une spéculation financière sans foi ni loi constitue une priorité. Voilà pourquoi, nous avons créé l'Association ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens) De nombreuses organisations militantes et syndicales nous ont rejoint et un grand mouvement d'adhésion se manifeste en France et dans plusieurs pays.

Le but premier est bien d'habiter autrement la mondialisation. Il s'agit d'échapper à la fois au refuge sectaire dans quelque phalanstère hors du temps et à la condition "moderne" d'individus ballottés au hasard des crises monétaires d'une spéculation mondiale sans foi ni loi dont les prouesses de Georges Soros sont une des plus convaincantes démonstrations. A une épargne investie dans des spéculations aux effets terroristes, sachons substituer des inventions entrepreneuriales et financières de l'économie solidaire.

Carte blanche à Bernard Ginisty (Membre du Bureau national d'ATTAC France, Directeur de l'hebdomadaire Témoignage Chrétien, membre fondateur d'ATTAC) parue dans Liège-Attac no 5 Plus d'informations : liege@attac.org

Dernière minute :

Appel : Pour une véritable réforme des retraites (à signer et à faire signer) <http://attac.org/fra/asso/doc/doc30.htm>

Tribunal argentin sur la dette



attac

Du samedi 16 septembre au jeudi 21, organisé par Dialogue 2000 et avec l'appui d'Attac Argentine, le Tribunal Ethique sur la dette extérieure et les politiques néolibérales d'ajustement siègera et conclura par une accusation formelle du parquet et le verdict du Tribunal. Il s'agit d'une initiative sociale pour juger publiquement l'endettement extérieur de l'Argentine, les politiques néolibérales d'ajustement et leurs conséquences pour la vie et l'avenir.

" Il ne s'agit pas d'un tribunal juridictionnel, mais d'opinion, basé sur l'idée que nous, le peuple, nous avons le droit et la capacité de juger des événements qui affectent notre vie, de les évaluer à la lumière de l'éthique et de nos droits en tant que personnes et en tant que peuple. L'objectif est d'établir des responsabilités, de promouvoir les sanctions et réparations contre l'impunité du génocide par la faim et l'exclusion qui tue quotidiennement 55 enfants en Argentine. C'est une occasion collective d'alerte, de débat, de diffusion pour la construction d'alternatives solidaires d'intégration et de justice ".

" Alors que 55 enfants meurent faute d'alimentation et de soins appropriés, chaque jour 33 millions de dollars extraits des richesses produites par notre pays sont versés à l'étranger au titre de la dette extérieure. Alors qu'un tiers de la force de travail est au chômage ou sous-occupé, on évalue à plus de 110.000 millions de dollars la somme que quelques argentins ont détournée vers l'étranger. Alors que les politiques néolibérales d'ajustement et de concentration des richesses provoquent une dette sociale et écologique croissante envers la grande majorité du peuple et spécialement les femmes, les retraités, les secteurs ruraux et les populations indigènes, on continue d'augmenter la dette extérieure pour maintenir ce modèle de pays excluant ".

" Ces violations de nos droits ont des responsables concrets ; des responsables nationaux et internationaux qui s'enrichissent sournoisement dans une totale impunité (...) Ni le pouvoir politique ni le pouvoir judiciaire n'ont relevé le défi de mettre fin à cette domination et cette impunité, et voilà pourquoi il faut que le peuple lui-même, par le truchement d'un Tribunal Ethique, assume la plainte et exerce une pression pour que justice et réparations se fassent ".

Le Tribunal Ethique sur la dette et l'ajustement est composé de personnes de bonne réputation représentant divers secteurs de la société. Elles se chargeront de juger les responsables et les bénéficiaires des politiques d'ajustement selon des critères éthiques fondamentaux, les principes généraux de la loi, la Constitution, les lois de la Nation et les normes régionales et internationales des droits de l'Homme.

Le parquet instauré le premier jour a pour charge la présentation de l'accusation à partir des plaintes, des témoignages et des preuves apportés par le public. Il a également pris en compte les documents et les rapports d'experts. Les droits que tout accusé possède pour sa défense seront respectés, étant donné que bien que les responsables aient été invités, s'ils ne se présentaient pas, un défenseur d'office serait nommé.

Les participants à la session d'ouverture et de constitution du Parquet sont les Drs Carlos Julia, de Dialogue 2000, et Vilma Bisceglia, présentant au Tribunal le prix Nobel de la Paix Adolfo Perez Esquivel. Les participants aux plaintes sont les Drs Jaime Fuchs et Norberto Acerbi, la doctoresse Olga Aredez représentant les mères des prisonniers-disparus de Ledesma (Jujuy), Julio C. Gambina (coordonnateur d'ATTAC-Argentine), Coral Pey de l'Alliance Chilienne pour un Commerce Juste, Donna Andrews du Centre d'Information et de Développement Alternatif d'Afrique du Sud et du Jubilé Sud, Jorge Rulli de Réseau d'Action contre les OGM et Marta Pelloni du Foyer de Justice de Goya (Corrientes).

Les jours suivants, on recevra les plaintes et preuves apportées par différentes organisations et secteurs sociaux au Tribunal Ethique, qui seront mises à la disposition du public.

Les axes sur lesquels s'articulera l'accusation populaire seront les suivants : caractéristiques et responsables de l'endettement extérieur du pays depuis le coup d'Etat de 1976 jusqu'en 1983 ; caractéristiques et responsables des renégociations des gouvernements constitutionnels postérieurs, tels par exemple que le plan Brady ; caractéristiques et responsables des plans d'ajustement ; les privatisations d'entreprises publiques et les entrées et sorties de capitaux ; les politiques fiscales ; la dette en tant que condition de la politique extérieure de l'Etat argentin en matière économique et d'affaires étrangères ; les conséquences sur la validité des droits de l'Homme, tant civils et politiques qu'économiques, sociaux et culturels et les



attac

droits liés à un environnement sain, à la démocratie et à la paix.

Une fois prononcée la sentence, un travail de diffusion et de poursuite se fera en fonction des possibilités de chaque organisation concernée, en accord avec les sanctions et réparations décidées par le Tribunal. Les conclusions du Tribunal seront présentées à différentes instances nationales et internationales ; conjointement aux conclusions d'expériences similaires réalisées dans d'autres pays d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique au cours des prochains mois, elles aboutiront début 2002 au Tribunal International sur la dette et l'ajustement.

Plus d'informations : argentina@attac.org
Première parution : Correo Informativo n°54 informativo@attac.org
Traduction : Nicolas Fournier, traducteur bénévole cooditrad@attac.org

Afrique

ATTAC, par le biais d'une représentante du Groupe Afrique, a participé en tant qu'invité au séminaire international et bilingue organisé par l'Alliance Coopérative Internationale, Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest (ACI-BRAO) à Cotonou (Bénin) du 21 au 26 août. Cette rencontre portait sur les défis à relever pour les coopérateurs africains à l'aube du 3ème millénaire dans le cadre de la mondialisation. Les communications et débats ont été centrés sur deux aspects en particulier : - satisfaction des besoins fondamentaux (éducation, santé, formation des membres ...) - coopératives et mutuelles actrices de la lutte contre la pauvreté en insistant sur le rôle et la place des femmes coopératrices dans cette lutte pour leur survie économique.

Plus de 30 pays de l'Afrique occidentale, orientale et centrale y étaient représentés. De nombreuses délégations européennes et du Canada y ont assisté en tant qu'invitées (coopératives, associations, ONG, financeurs)

Ce séminaire s'est aussi déroulé avec la participation de deux représentants de la Banque mondiale qui ont présenté leur programme de "gestion des risques face à l'instabilité des prix des produits de base et la rationalisation de la gestion financière des structures type coopératives". Ce programme de la BM s'inscrit dans le cadre de la philosophie actuelle d'interpellation et d'association des acteurs et actrices de la société civile dans le

plan mondial de lutte contre la pauvreté. Cette nouvelle donne cache mal sa volonté de contrôler les acteurs divers des mouvements sociaux pour leur imposer de nouveaux plans d'ajustement structurel qui dépasse cette fois le contrôle économique des états par le FMI et de la Banque Mondiale.

Au delà de la diffusion massive du matériel, la représentante d'ATTAC a, pour sa part, insisté sur la nécessité de construire des réseaux convergents qui soient capables de fixer des échéances communes de mobilisation pour interpellier les institutions internationales (ONU, OMC, FMI, BM). Mobilisations autour de revendications communes seules à même d'imposer une véritable alternative économique d'ampleur pour lutter efficacement contre la paupérisation grandissante des pays en voie de développement en particulier."

Marie-Thérèse Deleplace, membre du Groupe Afrique

Plus d'informations : groupe-afrique@attac.org

Les recettes du Fonds Monétaire International

" Pour le FMI, la fin de la récession en Asie est la preuve de la justesse de sa politique. C'est idiot. Toutes les récessions ont une fin. Tout ce que le FMI a réussi à faire et de rendre la récession en Asie de l'Est plus profonde, plus longue et plus pénible" (Jo.Stiglitz in The New Republic Avril 2000) <http://attac.org/fra/toil/doc/nro.htm>

THAILANDE

L'objectif principal du programme du FMI a été de ramener rapidement le capital étranger dans le pays. Cet objectif n'a jamais été atteint. Les IDE présentaient encore un déficit de 6 Mds\$ en 99.. Si ce déficit est plus bas que celui de 98, cela n'est dû qu'au versement de 6.8 Mds\$ dans les caisses publiques de prêts passés en accord avec le plan Miyazawa (le Japon a fourni des fonds pour offrir un filet de sécurité aux services sociaux, traiter le chômage et assurer le problème de liquidité). Le crédit bancaire a continué à décroître de 2.8 % en 99. Il ne faut pas non plus s'étonner que la dette publique soit très élevée; Le gouvernement dans ses accords avec le FMI avait pris l'entière responsabilité des pertes que pourraient subir les IFI (Institutions Financières Internationales) en convertissant leurs dettes en dettes nationales. Il avait lancé sur l'exercice fiscal 98/99 des obligations pour les couvrir dont les intérêts devaient être payés sur le budget de l'Etat et le principal récupéré



attac

sur la privatisation anticipée d'entreprises publiques.

Le problème de l'endettement s'est trouvé aggravé par la croissance brutale de la dette extérieure privée. Une partie des grandes entreprises a échangé une dette extérieure à taux d'intérêt réduit contre des titres représentatifs de la dette publique intérieure à des taux d'intérêt pharamineux, "nationalisant" ainsi une grande part des dettes privées.

Ainsi la dette publique est passée de 15.7 % du PIB à la veille de la crise à près de 52 % fin Avril 2000. Son service pourrait représenter 19.2 % du budget en 2005. Or 70 % du budget est consacré aux dépenses de fonctionnement des services de l'État. On peut donc s'attendre à d'autres coupes sombres dans ces services. La consommation des ménages aisés a repris, aidée par les mesures gouvernementales pour réduire les taux d'intérêt, les impôts sur le revenu et le taux de TVA, comme demandé par le FMI. Cette reprise ne touche évidemment pas ceux qui n'ont que de faibles salaires, non imposables et qui continuent à vivre sur leur épargne quand elle existe.

Le salaire minimum a été gelé depuis Janvier 98. Le nombre d'employés licenciés sans toucher l'intégralité de leurs droits a augmenté de 22 % sur 97. Ceux qui se retrouvent dans le secteur informel ont aussi évidemment beaucoup augmenté.

Cependant les privatisations des entreprises publiques, qui avaient été très précisément programmées dans le temps, et auraient déjà dû être faites depuis 98 et 99, ne le sont pas en septembre 2000. Cela s'explique par l'opposition conjuguée des élites qui ont des avantages dans ces entreprises publiques mais aussi en fonction du regard de la société thaïlandaise dans son ensemble à l'égard de leurs entreprises nationales.

De leur côté efficacité et transparence, réclamées par le FMI, ne se sont pas améliorées dans le secteur financier. Les actifs des 56 compagnies financières qui ont fait faillite ont été vendus aux enchères pour 37 % de leur valeur comptable à 4 enchérisseurs. L'importance de chaque lot fut telle qu'elle découragea les investisseurs nationaux et favorisa les étrangers qui, sans grande concurrence, purent faire des offres à des prix extrêmement bas.

Sur le plan budgétaire, on notera une réduction de 17.3 % du budget de la Santé. Le nombre d'écoliers et celui des nouveaux-nés qui ont un déficit de poids ne cesse de s'élever.

Le nombre d'élèves qui ne peuvent plus suivre l'école a été estimé à plus de 675.000 pour 98/99.

Le budget de l'environnement est en constant recul; sur les 13.6 Mds bath initialement prévus pour 97/998, il est passé à 6.9 Mds baths en 99. Alors que le gouvernement dépensait 1 bath sur 3 à la conservation du milieu marin en aquaculture, ce ratio est tombé à 1 pour 5. 1.2 Md baths ont été alloués au développement de l'autosuffisance alimentaire alors que 13.1 Mds baths l'étaient pour les cultures d'exportations.

En ce qui concerne le secteur social, le gouvernement avait emprunté 300 M\$ de la Banque Mondiale, 500 M\$ de la Banque de Développement Asiatique, et 1.450 M\$ du Plan Miyazawa destiné à 3 programmes. Malgré le soulagement que ces programmes ont pu apporter à l'emploi, le chômage est passé de 1.5 % en 97 à 4.3 % en Février 2.000. Le Plan Miyazawa se termine d'ailleurs en Septembre 2000. On doit donc s'attendre à une reprise du chômage à partir de ce moment. Le taux de la population vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 11.4 en 96 à 12.9 % en 98 et va sans doute encore augmenter, compte tenu du fait que le prix des produits agricoles a chuté en 99 et 2000 mais que les intrants de ces produits ont, eux, augmenté.

INDONESIE :

Malgré la tendance générale à la reprise, après les deux années très dures de 97 et 98 où la hausse des taux d'intérêt devait permettre au taux de change de la roupie de connaître une certaine stabilité, ses variations pouvaient tourner autour de 5 % en Mai 2.000, ce qui est vraisemblablement dû à la spéculation sur les devises.

Par ailleurs, si la croissance des exportations a permis de presque rattraper le niveau d'avant la crise, ceci peut largement être attribué à l'augmentation substantielle des cours du pétrole. Il ne semble pas que les exportateurs indonésiens aient profité de la dépréciation de la roupie pour améliorer leur productivité. Quant aux importations, notamment de produits d'investissements, elles demeurent à 30 % du niveau de celles de 97.



attac

Suivant les prescriptions du FMI, les monopoles et les cartels ont été éliminés, le secteur forestier réformé et les entreprises publiques privatisées. Mais la restructuration de la dette des entreprises du secteur privé n'avance que très lentement. Elles doivent 67 Mds\$ à l'étranger. Plus de 60 banques privées ont été fermées, 11 ont été reprises par l'Etat, qui en a recapitalisé 7 autres (allant jusqu'à fournir pour cela 80 % du capital). Au total on avoisine 90 Mds\$ de recapitalisation, augmentant pratiquement d'autant la dette publique.

En fin de compte, le programme du FMI n'a pas empêché l'Indonésie de rester gravement endettée. La dette publique est passée de 23 % du PIB en 97 à 93 % en Avril 2000 (152 Mds\$), notamment en raison de l'émission d'obligations d'Etat pour épauler la restructuration bancaire (se montant à 52 % du PIB). Le service de la dette pour 2000 représente 27 % du budget. (les dépenses de développement ne s'élevant qu'à 21 % de ce budget). Son coût devrait s'accroître encore dans l'avenir. Une fois de plus les dysfonctionnements du secteur financier ont été transférés des institutions privées à l'ensemble de la population (coupes sombres dans les dépenses publiques et augmentation des impôts et taxes).

Le budget de l'éducation a été réduit de plus de 27 % sur l'exercice 98/99 comparé à l'exercice précédent. Celui de la santé a perdu 8 % dans le budget 97/98 et encore 12 % dans celui de 98/99. Les médicaments importés ont augmenté en raison de la baisse de la roupie. Au point de vue environnemental, les coupes illégales de forêts sont aujourd'hui aussi importantes que celles qui sont autorisées. Dans certaines régions, la fourniture de bois est épuisée.

Au point de vue social, les syndicats et les ONG estiment que plus de la moitié des actifs (sur un total de 95 M.) est sous-employée. Il y a eu un glissement vers le secteur informel (65.4 % en 98) et du secteur moderne au secteur agricole (45 %), tout ceci ayant entraîné une diminution des salaires réels (atteignant 40 % chez les paysans). 20.3 % vivaient en 99 sous le seuil de pauvreté (en Indonésie il est estimé à 0.55 \$/j pour les villes et 0.40 \$ pour les campagnes !) soit 21 M de personnes de plus en 2 ans.

COREE du SUD :

Devant les dégâts occasionnés par sa politique (faillites et chute de l'investissement), le FMI, qui avait d'abord timidement autorisé le gouvernement à un déficit public de 0.8 % du

PIB, se résolut à donner son accord pour l'augmenter progressivement jusqu'à atteindre 5 %.

La restructuration du secteur financier a entraîné la fermeture de 10 banques commerciales sur 27. Pour assurer la survie des autres, le gouvernement institua un fonds public largement alimenté par les contribuables. Sur 108 entreprises publiques, 21 ont été restructurées, 9 liquidées ou ont fusionné, les 78 autres devant être plus ou moins rapidement privatisées. Une grande partie des fonds ainsi récoltés devant servir à la restructuration du secteur financier. Furent également abolies les règles de diversification des importations et les subventions commerciales (à l'origine des succès économiques du pays). Compte tenu de la disparition des seuils imposés aux étrangers, les IDE ont atteint des records (leur augmentation a été de plus de 85 % en un an en 99) Mais pour que ces entrées soient positives pour le pays, il faut qu'y soient associé une part de contenu local, des transferts technologiques et la stabilité de la balance des paiements, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui où les Sud-Coréens ne peuvent imposer ces desiderata aux investisseurs étrangers.

Ce qui a été déterminant dans ce qui a été qualifié de "rebond spectaculaire de l'économie" du pays par le FMI, c'est non seulement l'entrée des IDE (qui le rend par contre très dépendant des étrangers) mais aussi la réorientation de la politique macro-économique vers le marché intérieur. Témoins, les importations qui sont passées d'une chute de - 35.5 % en 98 à près de + 29 % en 99, les comptes courants restant malgré tout positifs. Le commerce a connu aussi une forte croissance en 99 en raison à la fois de la relance économique mondiale, de l'appréciation du yen et des tremblements de terre à Taïwan., relançant par là même les exportations.

Il n'en demeure pas moins que, compte tenu de ce qui précède, la dette du secteur public a augmenté de façon très importante Elle équivaut aujourd'hui à 22 % du PIB, concédant 10 points sur celui de 97. Le niveau de la dette extérieure restant stationnaire à 35 % du PIB.

Le problème de la restructuration du secteur privé a commencé à se poser dans le 2° semestre 99. Ainsi, on considère qu'un tiers seulement de la dette du groupe Daewoo est recouvrable.

Le chômage qui, à fin 99 était encore le double du niveau d'avant crise, a contribué à aggraver



attac

la dette publique, le gouvernement ayant décidé de s'y attaquer par des allocations spéciales. Malgré ces mesures, le nombre d'employés à temps plein (plus de 36 h. par semaine) a chuté ainsi que le nombre de précaires embauchés sur une base journalière. Une organisation syndicale a d'ailleurs poursuivi le FMI en dommages pour le chômage massif entraîné par la politique du Fonds. Le nombre de conflits du travail atteint 2.5 fois celui d'avant crise; le nombre de jours de travail perdus de ce fait, environ 3 fois. En Novembre 98, les 20 % des revenus familiaux les plus faibles ont vu leurs gains chuter de près de 25 % par rapport à l'année précédente. Les 20 % les plus élevés ne perdaient que 8 %. Suite à la dépréciation du won le prix des soins médicaux a augmenté. Et celui des suicides de près de 60 %.

A quelque chose malheur est bon. Suite à la chute de la production, on a constaté une réduction de 20 % de la pollution. Mais cette bonne nouvelle est tempérée par les coupes sombres opérées dans le Budget de l'Environnement qui est passé de 1.51 % d'avant crise à 1.36 % du budget total en 99. Sur les conseils du FMI, le gouvernement, pour attirer les investissements étrangers, a supprimé différentes règles (par ex. celles protégeant les sources d'eau potable).

L'ouverture très large aux capitaux étrangers pourrait précipiter une nouvelle crise à venir en cas de nouvelle fuite de ces capitaux.. En attendant leur accumulation provoque déjà une surchauffe de l'économie.

En conclusion, on peut donc avancer sans risque que le FMI a transformé la crise financière asiatique en une crise économique et sociale. La dette privée est devenue une dette publique. (ce que le FMI appelle la réforme du secteur financier !) Le service de la dette obère complètement l'avenir de ces pays pour de nombreuses années., en limitant leur capacité à traiter sérieusement le chômage et les autres protections sociales ainsi qu'à réduire considérablement l'éventail de leurs choix politiques. Cette situation, le FMI l'assume en prétendant que la charge de la dette publique devrait être rapidement éliminée par les privatisations des entreprises publiques. Comme on l'a vu, cette "prédiction" s'est révélée fautive. Jusqu'ici les demandes pour des changements modestes dans les programmes du FMI sont restées lettre morte ou n'ont été considérées qu'avec retard. La prévention des crises futures ou la réduction de la vulnérabilité des économies aux chocs extérieurs dépendront de

l'introduction du contrôle des capitaux, du gel de la dette et du découplage entre dette publique et dette privée.

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org Où que vous soyez, vous pouvez aider ce groupe thématique, il suffit de le contacter... Merci

Appel de Prague

28 septembre 2000

Nous, membres d'organisations non-gouvernementales et communautaires du monde entier, réunis à Prague et signataires de cette déclaration, constatons l'interruption prématurée et sans précédent de l'assemblée générale 2000 du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale. Vu le nombre de sessions à l'ordre du jour qui seront bien entendu annulées, dont les réunions avec des organisations non-gouvernementales, la simple prétention que les travaux sont finis n'est pas convaincante.

Nous pensons qu'avec l'annulation du dernier jour de réunions, ces institutions reconnaissent leur propre manque de crédibilité. Confrontés à de vives protestations de la part d'organisations telles que les nôtres, ainsi qu'au rejet de la fade rhétorique de « réduction de la pauvreté » et d'« allègement de la dette » face aux allégations de décennies de malfaisance économique, ils ont enfin sagement choisi le silence plutôt que d'autres mensonges.

Notre contestation du droit de ces institutions et de ceux qui les contrôlent à dicter la politique économique, surtout grâce à l'exploitation de dettes illégitimes, est restée sans réponse. Ces institutions ne peuvent accepter ni même comprendre notre appel à une toute nouvelle structure économique mondiale, une structure qui cautionne non pas un modèle unique, mais plutôt des choix pluriels pour les peuples pluriels à travers monde.

Nous nous sommes réunis à Prague pour une manifestation internationale, exceptionnelle dans son étendue et son ouverture, contre les politiques injustes et discriminatoires du FMI et de la Banque Mondiale. Nous nous opposons au caractère non démocratique et élitiste de ces deux institutions et des réunions qu'elles tiennent.

Nos rangs comptent grand nombre de jeunes activistes ainsi que des participants d'Europe Centrale et de l'Est qui viennent d'inaugurer



attac

dans cette région le mouvement contre la mondialisation. Nous comptons également des manifestants de plus de 30 autres pays, dont le Bangladesh, l'Afrique du Sud, l'Argentine, les Etats-Unis, la France et l'Inde qui ont mené cette semaine des actions solidaires.

Nous sommes venus à Prague par solidarité avec les millions de personnes qui ne pouvaient être à Prague : les paysannes appauvries d'Afrique, les travailleurs mis à pied en Asie, les insulaires du Pacifique et des Caraïbes dont les moyens de subsistance ne sont pas reconnus, les jeunes femmes exploitées dans les usines d'Amérique Latine.

A Prague, nous avons non seulement manifesté mais aussi discuté d'alternatives positives et humaines à la crise de l'endettement, aux programmes d'ajustements structurels, aux projets d'infrastructure corrompus et dévastateurs pour l'environnement et à la philosophie économique du développement par l'exploitation de l'écologie et d'une large majorité des peuples du Sud et de l'Est.

Aussi, nous dénonçons la terreur psychologique et la répression physique employée par les forces de police tchèques avant et durant la conférence du FMI et de la Banque Mondiale. Celles-ci, en dépit de quelques manifestants au comportement provocateur, ont blessé des dizaines d'innocents et sont responsables de centaines d'arrestations injustifiées pendant et après les manifestations essentiellement pacifiques. Nous exprimons notre solidarité avec les centaines d'emprisonnés, et nous appelons à ce que tous les détenus soient traités humainement et libérés rapidement. Nous exprimons tout spécialement notre profonde inquiétude vis à vis des récits rapportés sur les brutalités envers les détenus dans les prisons tchèques.

Nous constatons que la Banque Mondiale a elle-même reconnu ce mois-ci que ses politiques sont en échec. Son Rapport sur le Développement Mondial, pourtant soumis à la censure au sein même de l'institution, présente une critique révélatrice de la philosophie du développement par la croissance qui a trop longtemps été la réponse immuable de la Banque à toutes les questions. Son rapport sur les économies de transition de l'ex-Union Soviétique et de l'Europe de l'Est a aussi révélé un accroissement d'un facteur dix de la pauvreté, passant de 2% à 21%, une démonstration sans équivoque que la recette néo-libérale colportée par le FMI et la Banque

Mondiale a encore fait défaut à toute une région du globe.

Vu les preuves fournies par la Banque Mondiale elle-même, nous suggérons que celle-ci, le FMI, et ceux qui continuent à les soutenir, admettent l'inadéquation de leur perpétuel recours au même remède, aux mêmes conditions. La solution passe par une révolution de l'économie, une révolution qui rende le contrôle de l'économie à ceux qui vivent en son sein. Il est temps de mettre l'économie au service du peuple, plutôt que de mettre des sociétés entières au service de modèles économiques dont on a pu constater l'échec depuis plus de vingt ans.

Nos manifestations à Prague, suite à celles de Melbourne, d'Okinawa, de Genève, de Chiang Mai, de Washington, de Seattle et d'innombrables autres villes ont à nouveau révélé aux yeux du monde les contradictions et l'inadéquation de la mondialisation, du FMI et de la Banque Mondiale. Nos manifestations font aussi écho aux luttes qui ont lieu actuellement en Bolivie, l'un des nombreux endroits dans le monde où l'on se soulève dans de multiples secteurs contre l'expression locale de la mondialisation de l'économie. Tant que ce modèle continuera à être imposé par les riches et les puissants, les organisations comme les nôtres continueront de manifester et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre à jour l'échec pur et simple du système. Partout où se réuniront ceux qui se sont octroyé le pouvoir de prendre des décisions pour la mondialisation, nous serons présents pour témoigner, pour dénoncer et pour manifester.

Signé* :

Focus on the Global South - Thaïlande (Nicola Bullard) -- Initiative Against Economic Globalization (INPEG) -- République Tchèque (AliceDvorska) -- 50 Years Is Enough Network - USA (Soren Ambrose) -- EuroMarches Against Unemployment - Autriche (Leo Gabriel) -- ATTAC France (Christophe Aguiton) -- Jubilee 2000 South Africa/Jubilee South -- Afrique du Sud (Dennis Brutus) -- Center for Economic & Policy Research - USA (Mark Weisbrot) -- Rights Action - USA (Annie Bird) -- National Free Union of Students - Allemagne (Stefan Bienefeld) -- Zashita Trade Union / Alternativy Association - Russie (Boris Kagarlitsky) --

*En raison des contraintes de temps et de distance, toutes les organisations énoncées n'ont pu terminer le processus d'approbation avant la



attac

publication de cette déclaration. Bien que l'approbation finale soit prévue, les personnes présentes à Prague qui ont participé à l'élaboration de la déclaration sont mentionnées comme signataires provisoires. Cette déclaration a été rendue publique rapidement en raison de son importance et restera ouverte plusieurs jours pour toutes adhésions supplémentaires.

Tortures et violences à Prague

Des nouvelles extrêmement préoccupantes nous proviennent du collectif tchèque d'organisation des manifestations de Prague, l'INPEG au sujet des personnes arrêtées.

D'ores et déjà, deux manifestations sont prévues à Paris devant l'ambassade tchèque (15 Ave Charles Floquet – 75007 Paris – Métro la Motte Picquet) : jeudi 5 Octobre à 17H30 et samedi 7 Octobre à 14H00

Pour celles et ceux qui ne peuvent se déplacer (et même pour les autres) vous pouvez envoyer cette lettre à l'ambassade tchèque par la poste ou par fax. Merci de la faire circuler en y adjoignant les adresses des ambassades et consulats dans vos pays.

Monsieur,

Je suis extrêmement inquiet des nouvelles venant de Prague rapportant que, suite à la manifestation du 26 septembre, des personnes interpellées sont torturées en prison par la police tchèque.

Les détenus auraient été enfermés par groupes de vingt dans des cellules de quatre mètres carrés ! Un groupe d'une trentaine de personnes détenues à la prison de Olsanska a été laissé dans une cour extérieure toute la nuit sans couvertures. Les prisonniers n'ont pu ni dormir, ni boire, ni s'alimenter. Des diabétiques ont particulièrement soufferts de l'absence de nourriture, des gens ayant besoin de médicaments ne les ont pas eu, l'ambassade britannique a même du intervenir pour faire entrer des médicaments en prison.

Plusieurs personnes libérés ont rapportés qu'avant d'arriver aux stations de polices, des agents ont amené des individus dans des zones isolées et les ont tabassés. Un communiqué de presse de l'INPEG de Prague révèle que des femmes ont été fouillées à nu par des officiers de police masculins et ont été forcé de faire des exercices physiques pour leur bon plaisir. Deux norvégiens qui étaient venu à une station de

police sur la rue Trisparni Street près de Vlatavska pour signaler le vol d'un téléphone mobile ont été témoins, derrière une porte brièvement ouverte, que des gens qui étaient menottés à un mur étaient tabassés. Cela a également été confirmé par plusieurs personnes relâchées racontant que, dans la salle d'attente, les policiers frappaient les prisonniers et que certains hommes se faisaient tordre les parties génitales et y recevaient des coups. Des personnes menottées auraient été jetés dans les escaliers. Une norvégienne emprisonnée a vu une femme allemande avec la jambe sévèrement blessée et qui s'est fait refusée un médecin. Vous n'êtes pas sans savoir que deux femmes, ne supportant plus les conditions concentrationnaires de leur détention, ont sauté du deuxième étage et sont actuellement gravement blessées.

Plus grave, on rapporte que les policiers auraient appelé des militants néo-nazis pour les aider à torturer les détenus ! La république tchèque est-elle devenue un état fasciste ? Ou n'a-t-elle jamais cessé de l'être, après quarante ans de fascisme rouge ? C'est ainsi que des militants néo-nazis ont été invités dans les commissariats, en ayant directement accès aux cellules pour torturer « des Juifs et des gauchistes » ! Cela n'est d'ailleurs pas très étonnant quand on sait qu'un tiers des policiers tchèques ont des sympathies néo-nazis. On signale que les personnes d'origine juives ont été particulièrement tabassées, notamment à Lupacova, Praha 3, où un Israélien avait de la difficulté à marcher, un oeil au beurre noir, et une côte cassée. On lui a évidemment refusé tout attention médicale. J'apprends aussi que plusieurs détenu(e)s, hommes et femmes, ont été violé(e)s par des policiers ! D'heure en heure, les témoignages sont de plus en plus accablants. Dans ces conditions, le pire est à craindre pour les personnes encore retenues.

Je vous demande donc de faire tout ce qui est entre votre pouvoir pour que :

- tous les manifestants interpellés soient immédiatement libérés et que soit mis fin aux poursuites judiciaires engagées contre eux
- toutes les mesures d'expulsion et d'interdiction du territoire prises à l'encontre des ressortissants étrangers soient annulées
- des poursuites judiciaires soient engagées contre les policiers auteurs de tortures et de mauvais traitements sur les prisonniers
- tous les policiers auteurs de ces exactions soient licenciés, ainsi que ceux connus pour leur opinion raciste ou xénophobe



attac

Envoyez cet email aux adresses suivantes :
(Copier et coller dans le champ « A »)
president@hrad.cz; ssi1@mvcz.cz;
ministr@mzv.cz; posta@vlada.cz;
th_fr@gmx.net; posta@psp.cz

Président tchèque, Václav Havel:
Tél 420 2 24 37 22 35
Fax 420 2 57 32 04 72
Email: president@hrad.cz
Bureau présidentiel :
Tél 420 2 24 37 11 11
Fax 420 2 57 37 33 00
Ministère de l'intérieur :

420 2 61433560

Pour les françaisES :
Ambassade de la République Tchèque (section
consulaire)
18 rue Bonaparte 75006 PARIS
Tél 01 44 32 02 00 - Fax 01 47835078

Pour les québécoisES :
Consulat général de la République Tchèque
1305 Ouest Pine, Montréal, H3G 1B2
Tél 514-849-4495 - Fax 514-849-4117

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>>

- Mardi : BRUXELLES - PARIS (Cycle Amérique latine) – NANTES – PARIS 11 – PARIS 15 – BORDEAUX – SALON DE PROVENCE – BOURGES – SOPHIA ANTIPOLIS – ROUEN
- Mercredi : BRUXELLES – PARIS 11 – POITIERS – BORDEAUX – SALON DE PROVENCE – BOURGES – PARIS 15 – VOIRON - REIMS
- Jeudi : BRUXELLES – LIEGE – SAINT DENIS (Cycle Amérique latine) – PARIS (Cycle Amérique latine) – RENNES – BOURGES – LIMOGES – BORDEAUX - DUNKERQUE
- Vendredi : BRUXELLES – CLERMOND FERRAND – SAINT DENIS (Journée Amérique latine Ile de France) – PAU – ROUEN – MONTREUIL – ANGERS – BORDEAUX – DUNKERQUE – CAHORS - BOURGES